

Unité départementale de la Moselle  
4, rue François de Guise – CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 19 mars 2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22 février 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**  
**HAGANIS**  
rue du Trou aux Serpents  
Nouveau port  
57000 Metz

Références : METZ\_HAGANIS\_CVD\_2024-03-13\_RAPVI\_EBE\_26100.odt  
Code AIOT : 0006204993

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 février 2024 dans l'établissement HAGANIS implanté 15, avenue de Blida 57000 Metz. L'inspection a été annoncée le 5 février 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle et dans le cadre de l'action nationale 2024 "conformité des incinérateurs à la directive IED – MTD <sup>(1)</sup> "suite à l'entrée en vigueur, à compter du 3 décembre 2023 pour l'installation contrôlée, de la directive européenne relative à l'incinération des déchets et de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 *relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.*

<sup>(1)</sup> Industrial emission directive – Meilleures techniques disponibles

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HAGANIS
- 15, avenue de Blida 57000 Metz
- code AIOT : 0006204993
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : oui

La régie HAGANIS exploite un centre de valorisation des déchets ménagers et assimilés (CVD) sur la commune de Metz. Le CVD, mis en service en 2001 et soumis à autorisation au titre des ICPE (arrêté préfectoral n°2000-AG/2-116 du 20 avril 2000 modifié), est constitué :

- d'une unité de tri des matériaux (UTM) de 5 800 m<sup>2</sup> ayant une capacité de tri des déchets issus des collectes sélectives et des déchets banals d'entreprise autorisée de 54 000 t/an ;
- d'une unité de valorisation énergétique (UVE) liée à l'incinération des déchets ménagers, à hauteur

de 120 000 t/an ;

- d'une unité de valorisation des mâchefers (UVM) liée à la valorisation des mâchefers bruts issus de l'incinération, à hauteur de 15 000 t/an (quantité maximale stockée).

L'installation est également réglementée par les arrêtés ministériels suivants :

- du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

L'inspection n'a concerné que le périmètre suivant de l'UVE : salle de quart, magasin de stockage des pièces de rechange, salle des analyseurs et plateforme des cheminées où sont accessibles les analyseurs.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 conformité incinérateurs IED
- Air
- IED-MTD

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

### Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Surveillance des émissions durant les périodes OTNOC	Arrêté ministériel du 12/01/2021, article annexe 2, point 2.2.5 (partiel)	Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

### Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions d'exploitation dans des conditions autres que normales 'OTNOC'	Arrêté ministériel du 12/01/2021, Annexe 3, point 3.5.1 (partiel)	Sans objet
2	Conditions d'exploitation dans des conditions autres que normales 'OTNOC'	Arrêté ministériel du 12/01/2021, Annexe 3, point 3.5.2	Sans objet
3	Surveillance des émissions durant les périodes OTNOC	Arrêté ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.5 (partiel)	Sans objet
5	Mise en œuvre des MTD – surveillance des émissions – effluents gazeux	Arrêté ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.2 (partiel)	Sans objet
6	Mise en œuvre des MTD – surveillance des émissions – effluents gazeux	Arrêté ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.2 (partiel)	Sans objet
7	Valeurs limites d'émission dans l'air en conditions normales 'NOC'	Arrêté ministériel du 12/01/2021, Annexe 7, point 7.1.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Hormis une demande d'action corrective à mettre en œuvre sous 1 an (cf.point de contrôle n°4), la visite d'inspection a montré la prise en compte par l'exploitant, pour ce qui concerne les prescriptions contrôlées, des meilleures techniques disponibles pour l'incinération des déchets issues de la décision européenne d'exécution 2019/2010, transposée pour partie au travers de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susmentionné.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conditions d'exploitation dans des conditions autres que normales 'OTNOC'

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 12/01/2021, annexe 3, point 3.5.1 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, plan de gestion des 'OTNOC' (MTD 18)
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (système de management environnemental – annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC (conditions d'exploitation autres que normales) fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h/an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.  Ce plan doit contenir les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;</li><li>- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;</li><li>- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. [...]</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un plan de gestion des OTNOC (document HAGANIS_UVE_PLAN DE GESTION DES OTNOC_REV00 et son annexe au format Excel), en précisant que ce document a été élaboré à partir d'un travail réalisé par les industriels et la fédération de ce secteur d'activité. L'exploitant du site a retenu 19 évènements OTNOC dans son plan de gestion. Ce plan comprend les éléments prévus par l'arrêté ministériel à savoir les risques, les causes profondes et les conséquences des potentielles OTNOC. Lors de l'inspection, deux scénarii de situation de OTNOC (perte d'injection vers DeNOX et mauvais dosage de bicarbonates) ont été déroulés pour évaluer la robustesse du plan de gestion.  Les éléments présentés n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Conditions d'exploitation dans des conditions autres que normales 'OTNOC'

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 12/01/2021, annexe 3, point 3.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, évaluation périodique des 'OTNOC' (MTD 18)
<b>Prescription contrôlée :</b> L'évaluation périodique consiste en : <ul style="list-style-type: none"><li>- la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;</li><li>- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;</li><li>- la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances</li></ul>

associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ; - l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
<b>Constats :</b> Vu : - les données d'autosurveillance enregistrées en continu, en période NOC et OTNOC, transmises régulièrement par courriels par l'exploitant à l'inspection ; - le tableau de suivi des indisponibilités de traitement et de mesures de deux fours et lignes de traitement respectives pour l'année 2023 ; - l'évaluation périodique des phases de OTNOC élaborée à compter du 3 décembre 2023, date d'entrée en vigueur de la prescription ; - le magasin où l'exploitant stocke ses pièces de recharge en cohérence avec ses besoins de maintenance préventive et curative identifiés par ailleurs ; - le classement ISO 9001 du site ; - l'engagement de l'exploitant de modifier le format des reportings relatifs au suivi de l'autosurveillance pour inclure, à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2024, les notions de NOC et de OTNOC, et d'enrichir l'évaluation périodique des émissions survenant lors des OTNOC. Le contrôle de cohérence des données communiquées entre le tableau de suivi des indisponibilités, l'évaluation périodique et les données d'autosurveillance mesurées en continu a été réalisé par sondage par l'inspection.  Au regard de l'entrée en vigueur récente de cette prescription réglementaire (3 décembre 2023), du contrôle de cohérence réalisé par sondage lors de l'inspection et des engagements de l'exploitant, l'inspection n'a pas d'observation sur la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Surveillance des émissions durant les périodes OTNOC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 12/01/2021, annexe 2, point 2.2.5 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mise en œuvre des MTD (MTD 5)
<b>Prescription contrôlée :</b> Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. [...]
<b>Constats :</b> La vérification de cette prescription est effectuée par sondage, lors des événements OTNOC survenus les 4 et 9 décembre 2023. Les rapports journaliers et suivis semi-horaires mentionnent bien des valeurs mesurées durant cette période OTNOC et l'inspection constate que le tableau de suivi des indisponibilités a été incrémenté. Il convient de noter que des situations dites 'OTNOC' et enregistrées comme telles ne donnent pas forcément lieu à des dépassements des VLE (valeurs limites d'émission) autorisées.  L'inspection n'a pas d'observation sur la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Surveillance des émissions durant les périodes OTNOC**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 12/01/2021, annexe 2, point 2.2.5 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, contrôle triennal des émissions en période OTNOC
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.
<b>Constats :</b> S'agissant de la campagne de mesurage à réaliser tous les 3 ans, l'exploitant a bien intégré l'obligation de réaliser cette campagne et a présenté à l'inspection les échanges de courriels (datés du 20 octobre 2023, 8 janvier 2024 et 15 février 2024) demandant un devis à un bureau d'études. L'exploitant précise qu'il devrait être en mesure de faire ces mesures lors de l'arrêt technique prévu en octobre 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de réaliser la première campagne de mesurage sous un an, afin d'être en capacité d'estimer les émissions au démarrage et à l'arrêt lorsqu'aucun déchet n'est incinéré.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

**N° 5 : Mise en œuvre des MTD – surveillance des émissions – effluents gazeux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 12/01/2021, annexe 2, point 2.2.2 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mesures en continu du mercure (MTD 4)
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour la surveillance des effluents gazeux, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.  a) Pour les installations d'incinération [...] - Mercure : mesures en continu   normes EN génériques et EN 14884 [...]
<b>Constats :</b> Vu : - l'analyseur mercure 'SM-5' situé dans le local analyseur installé sur le site au cours du 1 <sup>er</sup> trimestre 2023 ; - le certificat de conformité "QAL 1" du SM-5 du mercure en vigueur (date d'expiration : 27 juillet 2027) ; - les cannes de prélèvements au droit des cheminées des lignes 1 et 2 ; - les résultats des mesures d'autosurveillance transmis régulièrement par l'exploitant à l'inspection et les valeurs d'émission mesurées le jour de l'inspection qui confirment la réalisation du suivi.  L'inspection n'a pas d'observation sur la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Mise en œuvre des MTD – surveillance des émissions – effluents gazeux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 12/01/2021, annexe 2, point 2.2.2 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mesure des dioxines et furanes bromées et des PCB de type dioxines (MTD 4)
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour la surveillance des effluents gazeux, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.  a) Pour les installations d'incinération [...] - PBDD/PBDF : Fréquence = une fois tous les 6 mois   pas de norme  - PCB de type dioxines : Fréquence = une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme   normes : NF EN 1948-2, NF EN 1948- 4 Fréquence = une fois tous les 6 mois pour l'échantillonnage à court terme si les niveaux d'émission sont suffisamment stables   norme : NF EN 1948-1, NF EN 1948-2 et NF EN 1948-4 [...]
<b>Constats :</b> Vu : - les rapports n° 3624/L1 (période du 22/12/2023 au 22/01/2024 – cartouche 146 Ligne 1) et 3724/L2 (période du 01/12/2023 au 05/01/2024 – cartouche 143 ligne 2) du 28 février 2024 transmis par courriel à l'inspection le 1 <sup>er</sup> mars 2024 ; - un extrait du devis relatif aux contrôles semestriels réalisés par un organisme extérieur où les substances PBDD/PBDF ont été ajoutées à la commande. L'exploitant indique que le prochain contrôle est programmé à partir de mi-mars 2024.  L'inspection constate que la substance PCB-DL a été analysée sur les cartouches 143 et 146 et note que la substance PBDD/PBDF sera analysée lors du prochain contrôle extérieur. Au regard de l'entrée en vigueur récente de cette prescription (3 décembre 2023), l'inspection n'a pas d'observation sur la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Valeurs limites d'émission dans l'air en conditions normales 'NOC'**

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 12/01/2021, annexe 7, point 7.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, mise en œuvre des MTD (MTD 25,28-31)

**Prescription contrôlée :**

En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets :

Paramètre (mg/Nm <sup>3</sup> )	Unité existante	Unité nouvelle	Période d'établissement de la moyenne
Poussières	5 (1)	5	moyenne journalière
COVT	10	10	moyenne journalière
CO	50	50	moyenne journalière
HCl	8	6	moyenne journalière
HF	1	1	moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage
SO <sub>2</sub>	40	30	moyenne journalière
NOx	80 (2) (3)	80 (4)	moyenne journalière
NH <sub>3</sub> (5)	10 (6)	10	moyenne journalière
Cd+Tl	0,02	0,02	moyenne sur la période d'échantillonnage
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	0,3	0,3	moyenne sur la période d'échantillonnage
Hg (7)	0,02	0,02	moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage
PCDD/PCDF (ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup> )	0,08	0,06	moyenne sur la période d'échantillonnage (8) à long terme

(2) La valeur est de 150 mg/Nm<sup>3</sup> si l'unité a une capacité totale autorisée de moins de 100 kt/an. Lorsque l'unité a une capacité supérieure à 100 kt/an, le préfet peut fixer une valeur comprise entre 80 mg/Nm<sup>3</sup> et 150 mg/Nm<sup>3</sup> par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R.181-39 du code de l'environnement.

[...]

(6) Dans le cas des unités existantes appliquant la SNCR sans techniques de réduction des émissions par voie humide, la valeur est de 15 mg/Nm<sup>3</sup>.

**Prescription connexe :**

**Arrêté ministériel du 12/01/2021, annexe 1 (définitions),**

**Point 1.2. évaluation des émissions dans les effluents gazeux (partiel)**

Type de mesure	Période d'établissement de la moyenne	Définition
<b>Périodique</b>	<b>Moyenne sur la période d'échantillonnage</b>	<b>Valeur moyenne de trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune (1)</b>
	Période d'échantillonnage à long terme	Valeur sur une période d'échantillonnage de 2 à 4 semaines

(1) Si, en raison de contraintes liées à l'échantillonnage ou à l'analyse, des prélèvements/mesures de 30 minutes ou la moyenne de trois mesures consécutives ne conviennent pas pour un paramètre, quel qu'il soit, il convient d'appliquer une période de mesurage plus appropriée. Pour les PCDD/PCDF et les PCB de type dioxines, une période d'échantillonnage de 6 à 8 heures est utilisée dans le cas d'une période d'échantillonnage à court terme.

**Constats :**

Vu :

- les rapports des mesures réalisées par la société SOCOTEC ENVIRONNEMENT, organisme agréé,



relatifs aux contrôles extérieurs du 2<sup>ème</sup> semestre 2023 réalisés les 22-24 août 2023 pour la ligne 1 et 28-30 août 2023 pour la ligne 2 (rapports n°EK2L0/23/1373 et EK2L0/23/1688 respectivement) transmis par courriel le 16 février 2024 ;

- le rapport n°12123 du 8 décembre 2023 établi par la société EVADIES qui agrège et interprète les données transmises par la société SOCOTEC transmis par courriel le 22 février 2024 ;

- le rapport n°07623 du 5 juillet 2023 établi par la société EVADIES relatif aux contrôles extérieurs du 1<sup>er</sup> semestre 2023 réalisés les 12-14 avril 2023 pour la ligne 1 et 17-19 avril 2023 pour la ligne 2 transmis par courriel le 17 juillet 2023.

Certaines des valeurs limites d'émission de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 sont remplacées par celles prescrites par l'arrêté préfectoral n°DCAT/BEPE/n°2022-69 du 14 avril 2022. C'est le cas notamment des substances suivantes :

- NO<sub>x</sub> : 130 mg/Nm<sup>3</sup> au lieu de 80 mg/m<sup>3</sup> dans l'AM (cf. (2) [...] « Lorsque l'unité a une capacité supérieure à 100 kt/an, le préfet peut fixer une valeur comprise entre 80 mg/Nm<sup>3</sup> et 150 mg/Nm<sup>3</sup> par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R.181-39 du code de l'environnement ») ;
- NH<sub>3</sub> : 10 mg/Nm<sup>3</sup> au lieu de 15 mg/Nm<sup>3</sup> dans l'AM (cf. (6) l'unité existante appliquant « la SNCR sans techniques de réduction des émissions par voie humide, la valeur est de 15 mg/Nm<sup>3</sup> »).

L'inspection constate un dépassement de la VLE pour la substance NH<sub>3</sub> lors de la 2<sup>ème</sup> des 3 mesures réalisées sur la ligne 1, le 23 août 2023.

L'exploitant indique que ce dépassement ponctuel est lié à un problème de régulation du four (injection d'urée pour abattre les NO<sub>x</sub> qui entraîne ponctuellement des augmentations des émissions de NH<sub>3</sub>). Il explique que la diminution des VLE autorisées, en NO<sub>x</sub> (185 mg/Nm<sup>3</sup> autorisé précédemment) et NH<sub>3</sub> (30 mg/Nm<sup>3</sup> autorisé précédemment) notamment, introduite suite au réexamen IED-WI a impacté le pilotage des fours et augmenté, en 2023 par rapport aux années précédentes, la fréquence de ces problèmes de régulation. Il précise toutefois avoir affiné son procédé, notamment le réglage des vannes d'injection de l'urée, tout au long de l'année 2023 et avoir abouti à des réglages satisfaisants depuis début janvier 2024. Il prévoit en conséquence une diminution de ces phénomènes en 2024.

L'inspection constate que la 3<sup>ème</sup> mesure réalisée par l'organisme extérieur agréé, ainsi que les moyennes des trois mesures réalisées, sont conformes aux VLE en concentration et en flux pour l'ensemble des substances.

L'inspection n'a pas d'autre observation sur la prescription contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suites